

La guerre des terres rares est déclarée



Bataille autour du lutécium, du samarium et du gadolinium. Depuis 2010, la Chine restreint les exportations de ces métaux, indispensables aux appareils high-tech japonais. Alors Tokyo réplique, piste d'autres fournisseurs, et met le paquet sur le recyclage.

Le 7 septembre 2010, un chalutier chinois hasardant ses filets au large des îles disputées de Senkaku, en mer de Chine orientale, heurte un patrouilleur japonais. C'est une vidéo que les autorités nippones ont longtemps hésité à montrer, et dont les Chinois ne sont pas fiers. La conséquence de ces images dit sans fard que les matières premières sont devenues une arme économique majeure. Car après l'accrochage, la tension monte entre Pékin et Tokyo : à l'arrestation du capitaine du chalutier, la Chine réagit en frappant le Japon en son point le plus sensible : les « terres rares ». Les exportations sont stoppées.

Les terres rares sont les « vitamines » du high-tech nippon. Grâce à elles, les Japonais – et le monde entier – peuvent pianoter sur leur smartphone, Toyota peut mettre au point ses voitures hybrides, et le géant Sony exporter dans le monde entier des ordinateurs. Egalement appelées lanthanides, il s'agit d'une famille de 17 minerais affublés de noms aussi mystérieux que lutécium, gadolinium, dysprosium ou samarium. Leurs propriétés électromagnétiques ont permis à l'électronique moderne de devenir plus compacte, légère et performante. Et dans un pays où la technologie irrigue des pans entiers de l'industrie, les approvisionnements de ces minerais sont d'une importance stratégique.

« *Sans terres rares, l'industrie japonaise serait totalement détruite* », assure Toru Okabe, professeur de sciences industrielles à l'université de Tokyo. Une affirmation qui pourrait avoir valeur de prophétie. Pauvre en minerais, le sous-sol du Japon ne recèle pas le moindre gramme de terres rares. Pour s'en procurer, Tokyo doit donc se tourner vers son voisin